nº L.337/I

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre saisi par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale le 19 avril 1949 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal concernant la procédure de l'élection des délégués des travailleurs pour la constitution des Conseils d'Entreprise, a donné en sa séance du 9 mai 1949 l'avis suivant:

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 19 April 1949 door de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de procedure der verkiezing van arbeidersafgevaardigden voor de oprichting van de ondernemingsraden, heeft ter zitting van 9 Mei 1949 het volgend advies gegeven:

1.

Le projet du Gouvernement ne détermine pas les conditions requises pour être électeur.

L'arrêté ne pourra recevoir d'application sans que ces conditions soient déterminées, comme l'exige l'article 18, alinéa 2 de la loi. Cependant, aux termes mêmes de cette disposition, le Roi doit déterminer ces conditions après consultation des commissions paritaires.

Le Conseil d'Etat propose d'insérer un article se référant à l'arrêté ultérieur qui interviendra en la matière.

2.

Le projet prévoit un recours contre les élections.

L'inspecteur social est appelé à statuer en premier ressort. Il sera donc chargé de l'interprétation d'une réglementation qui s'inspire dans une très large mesure de la loi électorale communale.

Celle-ci prévoit un recours devant les députations permanentes. Le Gouvernement confie cependant aux inspecteurs sociaux la mission de statuer sur les recours relatifs à la validité des élections aux conseils d'entreprise.

Ces juridictions administratives disposent dans l'exercice de leur mission juridictionnelle, d'un personnel nombreux et expérimenté. Ces facilités feront défaut aux inspecteurs sociaux.

Le système du Gouvernement soulève une question d'organisation que le projet actuel ne résoud pas.

./.

3.

Le texte de l'article 25 relatif aux élections partielles (28 du projet proposé par le Conseil d'Etat) semble en contradiction avec le texte de l'article 21, alinéa 3 de la loi. En effet, celui-ci dispose que "de nouvelles élections peuvent avoir lieu dès que tous les membres suppléants des listes sont devenus membres effectifs". Cette disposition ne doit pas être comprise littéralement, étant donné que le suppléant d'une liste ne peut pas remplacer l'effectif d'une autre liste; s'il fallait l'appliquer à la lettre, le conseil ne pourrait pas siéger au complet tant que les suppléants de toutes les listes ne seraient pas devenus délégués effectifs, ce qui ne pourrait évidemment avoir été le voeu du législateur.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose en outre des modifications de rédaction et de présentation reprises au projet figurant ci-après :

ARRETE DU REGENT ORGANISANT L'ELECTION DES DELEGUES DU PERSONNEL AUX CONSEILS D'ENTREPRISE.

CHARLES, Prince de Belgique,
Régent du Royaume,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie, notamment les articles 14 à 28;

Vu l'avis des délégués des organisations les plus représentatives des chefs d'entreprise et des travailleurs représentées au sein du conseil paritaire général;

./.

Sur la proposition du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

SECTION I.

Confection des listes électorales.

Article 1er.-

Les conditions auxquelles doivent répondre les travailleurs de l'entreprise pour participer à l'élection des membres de la délégation du personnel seront déterminées conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Un arrêté ultérieur déterminera la manière dont seront confectionnées les listes électorales.

Article 2.-

Les travailleurs de l'entreprise qui ont le droit de participer à l'élection sont inscrits sur des listes électorales distinctes, selon qu'ils sont considérés comme ouvriers ou employés pour l'application des lois sur l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

SECTION II.

Présentation des candidats et confection des bulletins.

Article 3.-

Le conseil d'entreprise fait connaître par voie d'affichage aux travailleurs de l'entreprise, la date à laquelle il a fixé l'élection. La date d'ouverture des opérations

./.

électorales ne peut être postérieure de moins de trente jours ni de plus de quarante jours à celle de l'affichage.

Lorsqu'il n'existe pas encore de conseil d'entreprise, cette obligation incombe au chef d'entreprise.

Article 4.-

Dans les quinze jours à dater de l'affichage prévu à l'article 3 du présent arrêté, les organisations les plus représentatives des travailleurs peuvent présenter des listes de candidats au chef d'entreprise. Celui-ci avise en temps utile ces organisations de la date à laquelle seront tirés au sort les numéros attribués aux listes.

Les listes ne peuvent comporter plus de candidats qu'il n'y a de mandats effectifs et suppléants à conférer. Les candidats ouvriers et employés doivent appartenir respectivement à la catégorie aux suffrages de laquelle ils sont présentés.

Article 5.-

Dans les cinq jours qui suivent l'expiration du délai prévu à l'article 4 du présent arrêté, le chef d'entreprise ou son mandataire procède au tirage au sort du numéro donné à chaque liste. Lorsqu'une même organisation a présenté une liste de candidats ouvriers et une liste de candidats employés, le même numéro est attribué à ces deux listes.

Article 6.-

Immédiatement après le tirage au sort, le chef d'entreprise ou son mandataire procède à l'affichage d'un avis mentionnant :

1° la date et l'heure de l'élection;

2° les noms des candidats ouvriers et des candidats employés.

Ils sont disposés par liste, dans la forme du bulletin de vote telle qu'elle est déterminée par l'article 8 du présent arrêté.

./.

Cet avis est apposé au même endroit que l'avis prévu à l article 3 du présent arrêté.

Un représentant de chacune des organisations ayant présenté une liste peut assister au tirage au sort et à l'affichage.

Article 7.-

Dans les deux jours qui suivent l'affichage prévu à l'article 3 du présent arrêté, les travailleurs figurant sur les listes électorales pourront aviser le chef d'entreprise des circonstances de nature à faire obstacle au maintien d'un candidat sur la liste de présentation.

Le chef d'entreprise transmet l'observation à l'organisation intéressée qui dispose d'un délai de cinq jours pour modifier la liste présentée si elle le juge utile. Aucune modification aux listes de candidats ne peut plus être apportée dans les huit jours qui précèdent l'élection.

Article 8.-

Les bulletins employés pour le vote doivent être conformes au modèle annexé au présent arrêté.

Les listes doivent être classées conformément à l'ordre déterminé par le tirage au sort. Les noms des candidats y sont inscrits dans l'ordre de leur présentation.

SECTION III.

Composition des bureaux électoraux.

Article 9.-

Les ouvriers et les employés votent dans des bureaux distincts. Le président de chaque bureau est choisi par le chef d'entreprise en accord avec les délégations syndicales du personnel ou, s'il n'en existe pas dans l'entreprise, avec les organisations les plus représentatives des travailleurs de l'entreprise.

./.

Si un accord n'a pu intervenir au jour de l'affichage des listes de candidats, avis en est donné par le chef d'entreprise à l'inspecteur social du ressort qui assume personnellement la présidence d'un bureau et désigne les présidents des autres bureaux.

Le conseil d'entreprise ou, s'il n'en existe pas encore, le chef d'entreprise peut créer plusieurs bureaux pour un même collège électoral si les circonstances l'exigent. En ce cas, l'un d'entre eux, déterminé par le conseil d'entreprise, le chef d'entreprise ou l'inspecteur social, prend le nom de bureau principal.

Le président de chaque bureau électoral désigne son secrétaire; quatre assesseurs sont désignés par le conseil d'entreprise. Si le conseil d'entreprise n'existe pas encore, le président les désigne lui-même.

Le secrétaire et les assesseurs doivent figurer sur la liste électorale de leur catégorie. Ils ne peuvent être choisis parmi les candidats.

Article 10.-

Huit jours au moins avant la date fixée pour l'élection, le conseil d'entreprise ou, s'il n'en existe pas encore, le chef d'entreprise, fait afficher au même endroit que l'avis prévu à l'article 6 du présent arrêté, un avis mentionnant la composition des bureaux électoraux et la répartition des électeurs par bureau.

SECTION IV.

Opérations du vote.

Article 11.-

Les électeurs sont convoqués à l'élection par le chef d'entreprise. La convocation leur est remise dans l'entreprise cinq jours au moins avant la date fixée pour l'élection.

./.

L'électeur qui n'est pas présent dans l'entreprise le jour où la convocation doit lui être remise est convoqué par lettre recommandée déposée à la poste au plus tard le lendemain.

Article 12.-

Les avis prévus aux articles 3 et 6 ainsi que la convocation prévue à l'article 11 portent obligatoirement la mention suivante :

"Pour assurer le caractère vraiment représentatif de la délégation qui sera élue, tous les travailleurs ont le devoir de participer au vote."

Article 13.-

Les heures d'ouverture des bureaux électoraux sont fixées de manière à permettre à tous les travailleurs de participer à l'élection sans que la bonne marche de l'entreprise puisse en être affectée. A cette fin, les opérations électorales peuvent se poursuivre pendant plusieurs jours, même non consécutifs.

Article 14.-

Le vote a lieu dans les locaux mis à la disposition des bureaux électoraux par le chef d'entreprise.

Ce dernier a la charge de l'agencement du local réservé à chaque bureau de façon à assurer le secret du vote.

Pour les opérations de vote et de dépouillement et notamment pour ce qui concerne l'agencement des locaux, le scellement des urnes, la rédaction et la conservation des procès-verbaux ainsi que la conservation des bulletins ayant servi au vote, le président est tenu de se conformer aux instructions de l'inspecteur social du ressort.

Si ce dernier constate des irrégularités de nature notamment à compromettre le secret du vote ou la fidélité du recensement des suffrages, il en dresse procès-verbal.

../..

Article 15.-

Si à l'heure fixée pour le commencement ou la reprise des opérations électorales, un ou plusieurs assesseurs ne sont pas présents, le président désigne pour les remplacer des électeurs choisis parmi les premiers qui se présentent au bureau sans que cette désignation ne puisse, dans la mesure du possible, porter préjudice à la bonne marche de l'entreprise.

Article 16.-

Le président assure le maintien de l'ordre et veille à la régularité des opérations électorales.

Le président peut admettre au vote les travailleurs de l'entreprise ne figurant pas sur la liste électorale mais qui justifient par des moyens de preuve sur lesquels le bureau se prononce, qu'ils remplissent les conditions exigées pour participer au scrutin. De même, nonobstant leur inscription sur la dite liste, il ne peut admettre ceux au sujet desquels il lui est prouvé de la même façon qu'ils ne remplissent pas ces conditions.

Article 17.-

Le président s'assure que les bulletins sont pliés en quatre, à angle droit, de manière que les cases figurant en tête des listes soient à l'intérieur; il les estampille au verso, à une place identique pour tous, d'un timbre portant la date de l'élection.

L'électeur reçoit un bulletin de vote des mains du président et le dépose replié dans l'urne après avoir formulé son vote dans l'endroit du local réservé à cet effet. S'il ne se conforme pas à cette disposition, le président peut reprendre et annuler son bulletin mais doit lui en remettre un autre s'il en exprime le désir. Il doit agir de même si l'électeur déteriore son bulletin.

./.

L'électeur qui, par suite de son état physique, se trouve dans l'impossibilité de se rendre seul à l'endroit réservé au vote ou d'exprimer lui-même son vote peut, avec l'autorisation du président, se faire accompagner d'un guide ou d'un soutien.

L'électeur formule son vote de la manière prévue par l'article 40 de la loi électorale communale. Il ne peut émettre plus de suffrages qu'il n'y a de mandats effectifs à conférer.

Article 18.-

Lorsque le scrutin est clos le bureau arrête le procès-verbal; il y inscrit le nombre d'électeurs ayant pris part au vote, le nombre de bulletins repris et le nombre de bulletins non employés.

Les bulletins repris et non employés ainsi que les listes ayant servi au pointage, signées par les membres du bureau qui les ont tenues et par le président, sont placées sous enveloppe cachetée.

Lorsque les opérations électorales se déroulent pendant plusieurs jours, le président du bureau prend toutes dispositions nécessaires pour assurer la garde des urnes, des bulletins et des documents relatifs aux opérations du vote. Il se conforme à cet égard aux instructions qui peuvent lui être données par l'inspecteur social du ressort.

SECTION V.

Dépouillement du scrutin.

Article 19.-

Le bureau, après achèvement des opérations dont il vient d'être parlé, procède au dépouillement du scrutin. Le président ouvre l'urne et compte sans les déplier les bulletins qui y sont contenus. Il inscrit au procès-verbal le nombre de bulletins trouvés dans l'urne. Il les mélange ensuite, les déplie et, avec l'assistance des assesseurs, les classe

./.

d'après les catégories suivantes :

1° bulletins donnant des suffrages valables pour une seule liste ou pour un ou plusieurs candidats de cette liste sans contenir d'autres suffrages. Une catégorie distincte est faite pour chacune des listes dans l'ordre des numéros de celles-ci;

2° bulletins donnant des suffrages à des candidats de plusieurs listes;

3° bulletins suspects;

4° bulletins nuls.

Les bulletins marqués en tête et en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la même liste sont classés dans la première catégorie; le vote inscrit en tête est considéré comme non avenu.

Article 20.-

Sont nuls :

1° les bulletins autres que ceux qui ont été remis à l'électeur au moment du vote;

2° les bulletins qui contiennent l'expression de plus d'un suffrage en tête de liste;

3° les bulletins qui contiennent plus de votes nominatifs qu'il y a de mandats effectifs à conférer;

4° les bulletins dans lesquels l'électeur a marqué en même temps un vote en tête d'une liste et un ou plusieurs votes en faveur d'un ou de plusieurs candidats d'une ou de plusieurs autres listes;

5° les bulletins dont les formes et les dimensions ont été altérées ou qui contiennent à l'intérieur un papier ou un objet quelconque ou dont l'auteur pourrait être rendu reconnaissable par un signe, une rature ou une marque.

La marque du vote, même imparfaitement tracée, exprime valablement celui-ci, à moins que l'intention de rendre le bulletin reconnaissable ne soit manifeste.

./.

6° les bulletins qui ne contiennent l'expression d'aucun suffrage.

Article 21.-

Le président classe parmi les bulletins suspects, les bulletins sur la validité desquels il a lui-même des doutes et ceux au sujet de la validité desquels un autre membre du bureau estime devoir faire des réserves.

Ils sont ajoutés d'après les décisions du président, à la catégorie à laquelle ils appartiennent.

Le président acte au procès-verbal les réserves qu'un ou plusieurs membres du bureau croient devoir maintenir. En ce cas, il paraphe le bulletin contesté.

Les bulletins de chaque catégorie sont comptés par les membres du bureau. Ceux-ci comptent également le nombre de suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat.

Article 22.-

Le bureau arrête et fixe le nombre de bulletins nuls et pour chacune des listes, le nombre de suffrages exprimés en tête de liste, le nombre de suffrages exprimés uniquement en faveur de candidats de la liste, le nombre de suffrages nominatifs obtenus par chaque candidat et le nombre total des suffrages accordés aux candidats de la liste sur les bulletins contenant un vote en faveur de candidats de listes différentes.

Tous ces nombres sont inscrits au procès-verbal.

Lorsque ces opérations sont terminées, les bulletins classés comme il est dit à l'article 19 sont placés sous des enveloppes distinctes et fermées. Le président transmet ces enveloppes au président du bureau principal; s'il n'en existe pas, il les remet, sans délai, à l'inspecteur social du ressort.

./.

SECTION VI.

Répartition des mandats et désignation des élus.

Article 23.-

La répartition des mandats et la désignation des élus effectifs et suppléants est faite par le bureau immédiatement après la clôture des opérations de dépouillement.

S'il existe un bureau principal, les procès-verbaux des autres bureaux sont transmis à celui-ci qui procède au recensement général des résultats du scrutin, à la répartition des mandats et à la désignation des élus.

L'élection se fait en un seul tour de scrutin.

Lorsqu'il n'y a qu'un candidat à élire, celui qui a obtenu le plus de voix est proclamé élu.

En cas de parité de voix, est proclamé élu, le travailleur le plus ancien dans l'entreprise.

Lorsqu'il y a plusieurs candidats à élire, le bureau détermine le chiffre électoral de chaque liste. Celui-ci est constitué par l'addition :

1° du nombre de bulletins contenant un vote valable en tête de la liste ou ne contenant de suffrages valables qu'en faveur d'un ou de plusieurs candidats de la liste;

2° du nombre de suffrages nominatifs recueillis par la liste sur des bulletins contenant des suffrages valables en faveur des candidats de plusieurs listes, ce nombre étant divisé par celui des mandats à conférer.

Article 24.-

Le bureau divise successivement par 2, 3, 4, etc.... le chiffre électoral de chaque liste et range les quotients dans l'ordre de leur importance jusqu'à concurrence d'un nombre total de quotients, égal à celui des membres effectifs à élire.

./.

La répartition entre les listes s'opère en attribuant à chacune d'elles autant de mandats que son chiffre électoral a fourni de quotients égaux ou supérieurs au dernier quotient utile.

Lorsqu'un mandat revient à titre égal à plusieurs listes, il est attribué à celle dont le chiffre électoral est le plus élevé. En cas de parité des chiffres électoraux, le mandat est attribué à la liste sur laquelle figure celui des candidats dont l'élection est en cause, qui a obtenu le plus de suffrages nominatifs ou, subsidiairement, le travailleur le plus ancien dans l'entreprise.

Si une liste obtient plus de mandats effectifs qu'elle ne comporte de candidats, les mandats effectifs non attribués reviennent aux autres listes et pour les répartir entre elles, le bureau poursuit l'opération indiquée ci-avant jusqu'à attribution complète du nombre de mandats à répartir.

Article 25.-

La désignation des candidats élus s'opère conformément à l'article 57 de la loi électorale communale.

Article 26.-

Dans chaque liste dont un ou plusieurs candidats sont élus, les candidats non élus, dans l'ordre du nombre de voix obtenues ou, en cas de parité de voix, dans l'ordre de présentation, sont déclarés suppléants, sans que leur nombre puisse dépasser la moitié du nombre des élus de la liste; toutefois, si la liste ne possède qu'un élu il est désigné un suppléant.

Si ce mode de répartition avait pour conséquence de faire désigner un nombre de délégués suppléants supérieur à celui que peut comporter la délégation par application de l'article 16 de la loi du 20 septembre 1948 précitée, le bureau retirera les mandats suppléants en excédent à chaque

./.

liste, à commencer par celle qui a obtenu le chiffre électoral le plus bas; en cas de parité de chiffre électoral, le mandat suppléant sera retiré à la liste sur laquelle figure le candidat dont l'élection est en cause, qui a obtenu le moins grand nombre de voix et, en cas de parité, le travailleur le moins ancien dans l'entreprise.

Si le mode de répartition avait pour conséquence de faire désigner un nombre de délégués suppléants inférieur à celui que doit comporter la délégation, le bureau attribuera un mandat suppléant supplémentaire à chaque liste jusqu'à concurrence du nombre requis, à commencer par la liste qui dispose du moins grand nombre de mandats suppléants lorsque deux listes possèdent le même nombre de mandats suppléants, le mandat supplémentaire est attribué à celle qui a obtenu le chiffre électoral le plus élevé; en cas de parité de chiffre électoral, le mandat supplémentaire est attribué à la liste sur laquelle figure le candidat dont l'élection est en cause, qui a obtenu le plus grand nombre de voix et, en cas de parité, le travailleur le plus ancien dans l'entreprise.

Préalablement à la désignation des suppléants, le bureau ayant désigné les effectifs, procède à une nouvelle attribution individuelle des votes de liste favorables à l'ordre de présentation, cette attribution se faisant de la même manière que pour les effectifs, mais en commençant par le premier des candidats non élus dans l'ordre de présentation.

Article 27.-

Sitôt les opérations terminées, le bureau qui a procédé à la répartition des mandats et à la désignation des élus clôt le procès-verbal qui est revêtu de la signature de tous les membres du bureau et immédiatement transmis par les soins du président à l'inspecteur social du ressort.

./.

Le président en adresse immédiatement une copie par lettre recommandée à la poste au chef d'entreprise et à chacune des organisations ayant présenté des candidats.

Au plus tard le lendemain de la clôture des opérations, le président affiche au même endroit que les avis prévus aux articles 3 et 6 du présent arrêté, un avis indiquant le résultat du vote et transmet à l'inspecteur social du ressort les documents ayant servi à l'élection.

SECTION VII.

Elections partielles.

Article 28.-

Lorsqu'il est mis fin à l'exercice du mandat d'un ou de plusieurs membres effectifs, ceux-ci sont remplacés par les suppléants de la même liste dans l'ordre dans lequel ils ont été élus.

Lorsqu'une liste n'a pas ou n'a plus de suppléants, il est procédé dans les deux mois à une élection partielle dans les formes prévues au présent arrêté.

SECTION VIII.

Recours et surveillance.

Article 29.-

Toute personne ou organisation intéressée peut adresser une réclamation contre l'élection par lettre recommandée à la poste à l'inspecteur social du ressort, dans les huit jours qui suivent l'affichage du résultat du vote.

L'inspecteur social, de même que les fonctionnaires désignés par le Roi pour surveiller l'exécution des dispositions du présent arrêté, peut exiger communication par le chef d'entreprise des listes électorales ainsi que de toutes pièces

./.

justificatives concernant les conditions d'électorat et d'éligibilité.

Article 30.-

L'inspecteur social statue, dans les soixante jours de la réclamation, sur la validité de l'élection.

La décision de l'inspecteur social est portée à la connaissance du chef d'entreprise, de chacun des élus effectifs et suppléants et du réclamant qui peuvent introduire un recours dans le mois auprès du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale. La décision du Ministre doit intervenir dans les soixante jours qui suivent l'introduction du recours. Elle est portée à la connaissance des mêmes personnes.

Lorsque la décision d'annulation est devenue définitive, il est procédé dans les deux mois à une nouvelle élection.

SECTION IX.

Dispositions finales.

Article 31.-

Le présent arrêté entre en vigueur :

endéans les six mois pour les entreprises de plus de deux cents travailleurs;

endéans les dix-huit mois pour les entreprises de cent à deux cents travailleurs;

endéans les vingt-quatre mois pour les entreprises de cinquante à cent travailleurs.

Article 32.-

Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes

./.

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE REGENT :
Le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

Le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

---

L. 337/1.

1.

Het ontwerp van de Regering bepaalt de voorwaarden niet, welke vereist worden om kiezer te zijn.

Het besluit kan niet worden toegepast zolang die voorwaarden niet bepaald zijn, zoals artikel 13, alinea 2 van de wet het eist. Evenwel moet, volgens de bewoordingen zelf van die bepaling, de Koning deze voorwaarden vaststellen na raadpleging van de paritaire commissies.

De Raad van State stelt voor, een artikel in te voegen waarbij verwezen wordt naar het latere besluit, dat ter zake zal genomen worden.

2.

Het ontwerp bepaalt dat beroep kan ingesteld worden tegen de verkiezingen.

.../...

De sociale inspecteur is geroepen om in eerste aanleg uitspraak te doen. Hij zal dus belast zijn met de interpretatie van een reglementering, die in zeer ruime mate de gemeentekieswet als voorbeeld neemt.

Deze laatste bepaalt dat beroep bij de bestendige deputaties kan worden ingesteld. De Regering geeft nochtans de sociale inspecteurs opdracht om uitspraak te doen over de beroepen betreffende de geldigheid van de verkiezingen van de leden der ondernemingsraden.

Deze administratieve rechtsmachten beschikken voor de uitoefening van hun jurisdictionele opdracht over een talrijk en ervaren personeel. Voor de sociale inspecteurs zal dit niet het geval zijn.

Met het systeem van de Regering rijst een vraagstuk van organisatie, dat door het huidige ontwerp niet wordt opgelost.

3.

De tekst van artikel 25 betreffende de gedeeltelijke verkiezingen (28 van het door de Raad van State voorgestelde ontwerp) lijkt in tegenspraak te zijn met de tekst van artikel 21, alinea 3 van de wet. Die alinea bepaalt immers het volgende : "Zodra al de op de lijsten staande plaatsvervangende leden werkelijke leden geworden zijn, mogen er nieuwe verkiezingen uitgeschreven worden". Die bepaling moet niet letterlijk worden opgevat, aangezien de plaatsvervanger van de ene lijst onmogelijk het werkelijk lid van een andere lijst kan vervangen ; moest de bepaling letterlijk worden toegepast, dan zou de raad niet voltallig kunnen zetelen, zolang niet de plaatsvervangers van al de lijsten werkelijke afgevaardigden zouden geworden zijn, wat natuurlijk de wens van de wetgever niet kan geweest zijn.

*

* *

.../...

De Raad van State stelt bovendien een aantal wijzigingen voor, die de redactie en de inkleding betreffen en in het onderstaande ontwerp zijn aangebracht :

BESLUIT VAN DE REGENT WAARBIJ DE VERKIEZING VAN DE AFGEVAARDIGDEN VAN HET PERSONEEL BIJ DE ONDERNEMINGSRADEN WORDT INGERICHT.

KAREL, Prins van België,
Regent van het Koninkrijk,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op de wet van 20 September 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, inzonderheid op de artikelen 14 tot 23 ;

Gelet op het advies van de afgevaardigden der meest representatieve ondernemingshoofden- en arbeidersorganisaties, die in de algemene paritaire raad vertegenwoordigd zijn ;

Op de voordracht van de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en
van de Minister van Economische Zaken en Middenstand, en op het advies van de in raad vergaderde Ministers,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

AFDELING I.

Opmaken van de kiezerslijsten.

Artikel 1.-

De vereisten waaraan de arbeiders van de onderneming moeten voldoen om deel te nemen aan de verkiezing van de leden der personeelsafvaardiging zullen worden bepaald overeenkomstig artikel 18 van de wet van 20 September 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

.../...

Een later besluit zal de wijze bepalen waarop de kiezerslijsten worden opgemaakt.

Artikel 2.-

De arbeiders van de onderneming, die het recht hebben aan de verkiezing deel te nemen, worden op afzonderlijke kiezerslijsten ingeschreven, naargelang zij , voor de toepassing van de wetten op de verzekering tegen de geldelijke gevolgen van ouderdom en vroegtijdige dood, als werklieden of als bedienden worden beschouwd.

AFDELING II.

Voordracht van de candidaten en opmaken van de stembiljetten.

Artikel 3.-

De ondernemingsraad geeft aan de arbeiders van de onderneming door aanplakking kennis van de datum waarop hij de verkiezing heeft gesteld.

De aanvangsdatum van de kiesverrichtingen mag niet minder dan dertig dagen en niet meer dan veertig dagen na de datum van de aanplakking vallen.

Wanneer er nog geen ondernemingsraad bestaat, rust deze verplichting op het ondernemingshoofd.

Artikel 4.-

Binnen vijftien dagen na de bij artikel 3 van dit besluit bepaalde aanplakking, kunnen de meest representatieve arbeidersorganisaties aan het ondernemingshoofd candidatenlijsten voordragen. Deze laatste geeft die organisaties tijdig kennis van de datum, waarop de uitloting geschiedt van de aan de lijsten toegewezen nummers.

Op de lijsten mogen niet meer candidaten voorkomen, dan er werkelijke en plaatsvervangende mandaten te begeven zijn.

.../...

De candidaten-werklieden en -bedienden moeten onderscheidenlijk behoren tot de categorie, aan welke zij ter verkiezing worden voorgedragen.

Artikel 5.-

Binnen de vijf dagen, die volgen op het verstrijken van de bij artikel 4 van dit besluit gestelde termijn, gaat het ondernemingshoofd of zijn gemachtigde over tot de uitloting van het aan iedere lijst toegewezen nummer.

Wanneer een zelfde organisatie een lijst van candidaten-werklieden en een lijst van candidaten-bedienden heeft voorgedragen, wordt aan deze twee lijsten hetzelfde nummer toegewezen.

Artikel 6.-

Dadelijk na de uitloting doet het ondernemingshoofd of zijn gemachtigde een bericht aanplakken dat vermeldt :

1° datum en uur van de verkiezing ;

2° de namen van de candidaten-werklieden en van de candidaten-bedienden.

Zij worden per lijst gerangschikt, volgens de vorm van de stembrief, zoals bij artikel 8 van dit besluit is bepaald.

Dit bericht wordt op dezelfde plaats aangeplakt als het in artikel 3 van dit besluit bedoelde bericht.

De uitloting en de aanplakking mogen bijgewoond worden door een vertegenwoordiger van ieder van de organisaties, die een lijst hebben voorgedragen.

Artikel 7.-

Binnen de twee dagen, volgend op de bij artikel 3 van dit besluit bepaalde aanplakking, kunnen de op de kiezerslijsten voorkomende arbeiders aan het ondernemingshoofd kennis geven van de omstandigheden, die verhinderen een candidaat op de voordrachtslijst, te handhaven.

.../...

Het ondernemingshoofd maakt de opmerking over aan de betrokken organisatie, die over een termijn van vijf dagen beschikt om, zo zij het nuttig acht, de voorgedragen lijst te wijzigen. Aan de candidatenlijsten mag binnen de acht dagen die de verkiezing voorafgaan geen wijziging meer aangebracht worden.

Artikel 8.-

De brieven gebruikt voor de stemming moeten overeenkomen met het bij dit besluit gevoegde model.

De lijsten moeten overeenkomstig de door de uitloting bepaalde volgorde gerangschikt worden. De namen der candidaten worden er ingeschreven in de volgorde van hun voordracht.

AFDELING III.

Samenstelling der kiesburelen.

Artikel 9.-

De werklieden en de bedienden stemmen in afzonderlijke burelen. De voorzitter van ieder bureel wordt door het ondernemingshoofd gekozen in overleg met de syndikale afvaardigingen van het personeel of, zo er in de onderneming geen bestaat, met de meest representatieve organisaties van de arbeiders der onderneming.

Is de dag van de aanplakking der candidatenlijsten geen akkoord bereikt, dan geeft het ondernemingshoofd daarvan kennis aan de sociale inspecteur van het gebied, die persoonlijk het voorzitterschap van een bureel op zich neemt en de voorzitters van de andere burelen aanduidt.

De ondernemingsraad of, zo er nog geen bestaat, het ondernemingshoofd mag, wanneer de omstandigheden het vereisen, voor een zelfde kiescollege verschillende burelen vormen. In dit geval krijgt een er van, aangewezen door de ondernemingsraad, het ondernemingshoofd of de sociale inspecteur, de naam van hoofdbureel.

.../...

De voorzitter van elk kiesbureel wijst zijn secretaris aan ; vier bijzitters worden door de ondernemingsraad aangewezen. Indien de ondernemingsraad nog niet bestaat, wijst de voorzitter hen zelf aan.

De secretaris en de bijzitters moeten op de kiezerslijst van hun categorie voorkomen. Zij mogen niet onder de candidaten gekozen worden.

Artikel 10.-

Ten minste acht dagen vóór de datum gesteld voor de verkiezing, doet de ondernemingsraad of, indien hij nog niet bestaat, het ondernemingshoofd op dezelfde plaats als het in artikel 6 van dit besluit bedoelde bericht, een bericht aanplakken waarop de samenstelling der kiesburelen en de indeling der kiezers per bureel is aangegeven.

AFDELING IV.

Kiesverrichtingen.

Artikel 11.-

De kiezers worden door het ondernemingshoofd tot de verkiezing opgeroepen. De oproepingsbrief wordt hun in de onderneming ten minste vijf dagen vóór de datum gesteld voor de verkiezing overhandigd.

De kiezer, die de dag waarop de oproepingsbrief hem moet worden overhandigd niet in de onderneming aanwezig is, wordt opgeroepen per aangetekende brief, welke uiterlijk 's anderendaags ter post wordt afgegeven.

Artikel 12.-

Op de berichten bepaald in de artikelen 3 en 6 alsmede op de oproepingsbrief bepaald in artikel 11 moet de volgende vermelding voorkomen :

"Om aan de afvaardiging, die zal worden verkozen een werkelijk vertegenwoordigend karakter te waarborgen, is het voor al de arbeiders een plicht aan de stemming deel te nemen".

.../...

Artikel 13.-

De uren tijdens welke de kiesburelen open zijn worden derwijze vastgesteld dat al de arbeiders aan de stemming kunnen deelnemen, zonder dat de goede gang van de onderneming eronder lijdt. Daartoe kunnen de kiesverrichtingen gedurende verscheidene, zelfs niet achtereenvolgende dagen worden voortgezet.

Artikel 14.-

De stemming geschiedt in de lokalen welke door het ondernemingshoofd ter beschikking van de kiesburelen zijn gesteld.

Het ondernemingshoofd is gelast het voor elk bureel voorbehouden lokaal zo in te richten dat het geheim van de stemming gewaarborgd is.

Voor de verrichtingen in zake stemming en stemopneming en inzonderheid wat betreft de inrichting der lokalen, het verzegelen der stembussen, het opmaken en bewaren van de processenverbaal alsmede het bewaren van de voor de stemming gebruikte brieven, is de voorzitter gehouden de onderrichtingen van de sociale inspecteur van het gebied na te leven.

Stelt deze laatste onregelmatigheden vast die onder meer het geheim van de stemming of de juiste telling van de stemmen in gevaar kunnen brengen, dan maakt hij hiervan proces-verbaal op.

Artikel 15.-

Indien één of meer bijzitters niet aanwezig zijn op het uur gesteld voor de aanvang of de hervatting van de kiesverrichtingen, dan wijst de voorzitter te hunner vervanging kiezers aan gekozen onder de eersten die zich op het bureel aanmelden, zonder dat deze aanwijzing, in de mate van het mogelijke, de goede gang van de onderneming mag schaden.

Artikel 16.-

De voorzitter handhaaft de orde en zorgt voor de regelmatigheid van de kiesverrichtingen.

De voorzitter kan tot de stemming de arbeiders der onderneming toelaten die op de kiezerslijsten niet voorkomen, doch door bewijsmiddelen waarover het bureel zich uitspreekt, doen blijken dat zij voldoen aan de vereisten om aan de stemming deel te nemen. Evenzo, hoewel zij op de genoemde lijst ingeschreven

.../...

zijn, kan hij degenen niet toelaten van wie het hem op dezelfde wijze bewezen is dat zij aan deze vereisten niet voldoen.

Artikel 17.-

De voorzitter vergewist er zich van dat de stembrieven rechthoekig in vieren zijn gevouwen, zo dat de vakken bovenaan de lijsten naar binnen zijn gekeerd; hij stempelt ze op de keerzijde, voor al de stembrieven op dezelfde plaats, met een zegel waarop de datum van de verkiezing vermeld staat.

De kiezer ontvangt een stembrief uit handen van de voorzitter en steekt hem gevouwen in de stembus, na er in de daartoe voorbehouden plaats van het lokaal zijn stem te hebben op uitgebracht. Indien hij deze bepaling niet naleeft, kan de voorzitter de stembrief terugnemen en nietig verklaren, maar moet hem een nieuwe stembrief overhandigen indien hij de wens uitdrukt. Hij moet hetzelfde doen indien de kiezer zijn stembrief beschadigt.

De kiezer, die wegens zijn lichamelijke toestand onbekwaam is om alleen naar de voor de stemming voorbehouden plaats te gaan of om zelf zijn stem uit te brengen, mag, met toestemming van de voorzitter, zich door iemand laten leiden of bijstaan.

De kiezer brengt zijn stem uit op de wijze bepaald bij artikel 40 van de gemeentekieswet. Hij mag niet meer stemmen uitbrengen dan er werkelijke mandaten te begeven zijn.

Artikel 18.-

Wanneer de stemming gesloten is, sluit het bureel het proces-verbaal af; het vermeldt het getal kiezers die aan de stemming hebben deelgenomen, het getal teruggenomen stembrieven en het getal niet gebruikte stembrieven.

De teruggenomen en de niet gebruikte stembrieven, alsmede de lijsten die voor het aanstippen hebben gediend, ondertekend door de leden van het bureel die ze bijhielden en door de voorzitter, worden onder verzegelde omslag geplaatst.

Wanneer de kiesverrichtingen verschillende dagen duren, neemt de voorzitter van het bureel alle nodige maatregelen voor de bewaring van de stembussen, van de stembrieven en van de

.../...

documenten betreffende de kiesverrichtingen. Hierbij neemt hij de onderrichtingen in acht, die hem door de sociale inspecteur van het gebied kunnen gegeven worden.

AFDELING V.

Stemopneming.

Artikel 19.-

Nadat de besproken verrichtingen geëindigd zijn, gaat het bureel over tot de stemopneming. De voorzitter opent de stembus en telt, zonder ze te ontvouwen, de er in voorhanden stembrieven. Hij vermeldt in het proces-verbaal het getal in de stembus gevonden stembrieven. Daarna mengt hij ze dooreen, ontvouwt ze en rangschikt ze, met behulp van de bijzitters, als volgt:

1° stembrieven met geldige stemmen voor een enkele lijst of voor een of meer candidaten van deze lijst, zonder andere stemmen te bevatten. Een afzonderlijke categorie wordt gemaakt voor elke der lijsten in de volgorde van de nummers dezer lijsten;

2° stembrieven met stemmen voor candidaten van verschillende lijsten;

3° verdachte stembrieven;

4° ongeldige stembrieven.

De brieven met een stem bovenaan de lijst en met een stem ten gunste van een of meer candidaten derzelfde lijst worden in de eerste categorie gerangschikt; de stem bovenaan de lijst wordt als niet bestaande beschouwd.

Artikel 20.-

Zijn ongeldig:

1° de andere stembrieven dan die welke aan de kiezer werden overhandigd op het ogenblik van de stemming;

..../...

2° de stembrieven waarop meer dan één stem bovenaan een lijst is uitgebracht;

3° de stembrieven die meer naamstemmen bevatten dan er werkelijk mandaten te begeven zijn;

4° de stembrieven waarop de kiezer een stem bovenaan een lijst en tevens een of meer stemmen ten gunste van een of meer candidaten van een of meer andere lijsten heeft uitgebracht;

5° de stembrieven waarvan de vormen en de afmetingen veranderd zijn of die binnenin enig papier of voorwerp bevatten of waarvan de kiezer door een teken, een doorhaling of een merk zou kunnen worden herkend.

Het merk van de stemming, zelfs wanneer het op onvolmaakte wijze is getekend telt als een geldig uitgebrachte stem, tenzij de bedoeling om de stembrief herkenbaar te maken, klaarblijkelijk is.

6° de stembrieven waarop geen stem werd uitgebracht.

Artikel 21.-

Onder de verdachte stembrieven rangschikt de voorzitter die aan de geldigheid waarvan hij zelf twijfelt en die omtrent de geldigheid waarvan een ander lid van het bureel voorbehoud meent te moeten maken.

Volgens de beslissing van de voorzitter worden zij bij de categorie gevoegd waartoe zij behoren.

De voorzitter tekent in het proces-verbaal het voorbehoud aan dat één of meer leden van het bureel menen te moeten handhaven. In dit geval parafeert hij de betwiste stembrief.

De brieven van iedere categorie worden door de leden van het bureel geteld. Dezen tellen eveneens het aantal door elke candidaat behaalde naamstemmen.

.../...

Artikel 22.-

Het bureel bepaalt en stelt vast het getal ongeldige stembrieven en, voor elke lijst, het getal bovenaan de lijst uitgebrachte stemmen, het getal stemmen die enkel op candidaten van de lijst zijn uitgebracht, het getal door iedere candidaat behaalde naamstemmen en het volledig getal stemmen uitgebracht voor de candidaten van de lijst op de stembrieven met een stem voor candidaten van verschillende lijsten.

Al deze getallen worden in het proces-verbaal vermeld.

Wanneer deze verrichtingen zijn geëindigd, worden de stembrieven gerangschikt zoals in artikel 19 is bepaald, onder afzonderlijke gesloten omslagen. De voorzitter maakt deze omslagen aan de voorzitter van het hoofdbureel over ; indien er geen hoofdbureel is, maakt hij ze onverwijld over aan de sociale inspecteur van het gebied.

AFDELING VI.

Verdeling der mandaten en aanwijzing der gekozenen.

Artikel 23.-

Het bureel verdeelt de mandaten en wijst de werkelijke en plaatsvervangende gekozenen aan dadelijk na de sluiting van de stemopneming.

Indien er een hoofdbureel bestaat, worden de processen-verbaal van de andere burelen overgemaakt aan dit bureel, dat overgaat tot de algemene telling van de uitslagen der stemming, tot de verdeling van de mandaten en tot de aanwijzing van de verkozenen.

De verkiezing geschiedt door middel van een enkele stemming.

Is er slechts één candidaat te verkiezen, dan wordt de candidaat, die de meeste stemmen heeft verkregen, verkozen verklaard.

.../...

Bij staking van stemmen wordt de arbeider, die het langst bij de onderneming in dienst is, verkozen verklaard.

Zijn er verscheidene candidaten te verkiezen, dan bepaalt het bureel het kiescijfer van iedere lijst. Dit wordt bepaald door de optelling:

1° van het getal stembrieven met een geldige stem bovenaan de lijst of met geldige stemmen voor slechts één of verscheidene candidaten van de lijst;

2° van het getal naamstemmen, door delijst bekomen op stembrieven met geldige stemmen voor candidaten van verscheidene lijsten, met dien verstande dat dit getal gedeeld wordt door dit van de te begeven mandaten.

Artikel 24.-

Het bureel deelt achtereenvolgens het kiescijfer van elke lijst door 2, 3, 4, enz... en rangschikt de quotiënten naar de orde van hun belangrijkheid tot beloop van een totaal getal quotiënten gelijk aan dit van de te verkiezen werkelijke leden.

De verdeling onder de lijsten geschiedt door aan elke lijst evenveel mandaten toe te kennen als haar kiescijfer quotiënten heeft opgeleverd, gelijk aan of hoger dan het laatste nuttig quotiënt.

Wanneer een mandaat met gelijk recht aan verscheidene lijsten toekomt, wordt het toegekend aan die welke het hoogste kiescijfer verkregen heeft. Bij staking van de kiescijfers, wordt het mandaat toegekend aan de lijst waarop voorkomt deze van de candidaten over wier verkiezing het gaat, die de meeste naamstemmen heeft verkregen of, in de tweede plaats, de arbeider die het langst in de onderneming werkt.

.../...

Indien een lijst meer werkelijke mandaten bekomt dan zij candidaten telt, komen de niet toegekende werkelijke mandaten aan de andere lijsten toe en om ze onder hen te verdelen zet het bureel de voornoemde bewerking voort tot het getal te verdelen mandaten volledig is toegewezen.

Artikel 25.-

De aanwijzing der verkozen candidaten geschiedt overeenkomstig artikel 57 van de gemeentekieswet.

Artikel 26.-

Op elke lijst, waarvan één of meer candidaten verkozen zijn, worden de niet verkozen candidaten, in de orde van het getal bekomen stemmen of, bij staking van stemmen, in de orde van voordracht, plaatsvervangende verkozenen verklaard, zonderdat hun aantal hoger mag zijn dan de helft van het getal verkozenen van de lijst; indien er evenwel slechts één candidaat van de lijst is gekozen, wordt er een plaatsvervanger aangewezen.

Indien deze wijze van verdeling tot gevolg heeft dat een hoger getal plaatsvervangende afgevaardigden wordt aangewezen dan de afvaardiging overeenkomstig artikel 16 van voornoemde wet van 20 September 1948 mag tellen, zal het bureel de overtollige plaatsvervangende mandaten van elke lijst afnemen, te beginnen met die welke het laagste kiescijfer heeft bekomen ; bij staking van de kiescijfers, zal het plaatsvervangend mandaat worden afgenomen van de lijst waarop de candidaat, over wiens verkiezing het gaat, voorkomt, die het minst stemmen heeft bekomen en, bij staking van stemmen, de arbeider met de kortste diensttijd in de onderneming.

Mocht de wijze van verdeling tot gevolg hebben, dat een kleiner getal plaatsvervangende afgevaardigden wordt aangewezen dan de afvaardiging moet tellen, dan zal het bureel, tot beloop van het vereiste getal, aan elke lijst een bijkomend plaatsvervangend mandaat toewijzen, te beginnen met de lijst, die over het minst groot getal plaatsvervangende mandaten beschikt ;

.../...

wanneer twee lijsten een gelijk getal plaatsvervangende mandaten tellen, wordt het bijkomend mandaat toegewezen aan die welke het hoogste kiescijfer heeft bekomen ; bij staking van de kiescijfers, wordt het bijkomend mandaat toegewezen aan de lijst waarop de candidaat, over wiens verkiezing het gaat, voorkomt, die het grootste getal stemmen heeft bekomen en, bij staking van stemmen, de arbeider met de langste diensttijd in de onderneming.

Vooraleer de plaatsvervangende candidaten worden aangewezen, gaat het bureel, nadat het de werkelijke candidaten heeft aangewezen, over tot een nieuwe individuele toewijzing van de lijststemmen, die aan de voordrachtsorde ten goede komen ; deze toewijzing geschiedt op dezelfde wijze als voor de werkelijke candidaten, doch te beginnen met de eerste der niet verkozen candidaten in de orde van voordracht.

Artikel 27.-

Zodra de verrichtingen geëindigd zijn, sluit het bureel, dat de mandaten heeft verdeeld en de verkozenen aangewezen , het proces-verbaal af, dat door al de leden van het bureel wordt ondertekend, en onmiddellijk door de voorzitter aan de sociale inspecteur van het gebied wordt overgemaakt.

De voorzitter zendt onmiddellijk een afschrift, bij een ter post aangetekende brief, aan het ondernemingshoofd en aan ieder van de organisaties, die candidaten voorgedragen hebben.

Uiterlijk de dag na het sluiten der verrichtingen, plakt de voorzitter op dezelfde plaats als de berichten vermeld in de artikelen 3 en 6 van dit besluit een bericht aan met de uitslag der stemming en maakt de documenten, die voor de verkiezing hebben gediend, aan de sociale inspecteur van het gebied over.

.../...

AFDELING VII.

Gedeeltelijke verkiezingen.

Artikel 28.-

Wanneer aan de uitoefening van het mandaat van een of meer werkelijke leden een einde wordt gemaakt, worden deze laatste vervangen door de plaatsvervangers van dezelfde lijst in de volgorde waarin zij verkozen zijn.

Wanneer een lijst geen plaatsvervangers heeft of er geen meer heeft, wordt binnen twee maanden in de bij dit besluit bepaalde vormen tot een gedeeltelijke verkiezing overgegaan.

AFDELING VIII.

Beroep en Toezicht.

Artikel 29.-

Elke belanghebbende persoon of organisatie kan, binnen de acht dagen volgend op de aanplakking van de uitslag der stemming, bij een ter post aangetekende brief een bezwaarschrift tegen de verkiezing indienen bij de sociale inspecteur van het gebied.

De sociale inspecteur kan, evenals de ambtenaren die door de Koning zijn aangewezen om over de uitvoering van de bepalingen van dit besluit te waken, van het ondernemingshoofd mededeling eisen van de kiezerslijsten en van alle bewijsstukken betreffende de voorwaarden om te kiezen en verkozen te worden.

.../...

Artikel 30.-

De sociale inspecteur doet, binnen zestig dagen na het indienen van het bezwaarschrift, uitspraak over de geldigheid van de verkiezing.

Van de beslissing van de sociale inspecteur wordt kennis gegeven aan het ondernemingshoofd, aan iedere werkelijke of plaatsvervangende verkozene en aan de klager, die binnen de maand bij de Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg beroep mogen aantekenen De beslissihg van de Minister moet vallen binnen zestig dagen na het indienen van het beroep. En wordt aan dezelfde personen kennis van gegeven.

Wanneer de beslissing tot nietigverklaring definitief is geworden, wordt binnen twee maanden tot een nieuwe verkiezing overgegaan.

AFDELING IX.

Slotbepalingen.

Artikel 31.-

Dit besluit treedt in werking:
binnen zes maanden voor de ondernemingen met meer dan tweehonderd arbeiders;
binnen achttien maanden voor de ondernemingen met honderd tot tweehonderd arbeiders;
binnen vier en twintig maanden voor de ondernemingen met vijftig tot honderd arbeiders.

Artikel 32.-

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg en de Minister van Economische Zaken en Middenstand zijn, elk wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te , de

VANWEGE DE REGENT :

De Minister van Arbeid en Sociale Voorzorg,

De Minister van Economische Zaken en Middenstand,

L.337/1

Etaient présents: Waren aanwezig:

Messieurs : J. SUETENS, président du Conseil d'Etat, président

De Heren : voorzitter van de Raad van State voorzitter

V. DEVAUX, conseillers d'Etat

M. SOMERHAUSEN, raadsheren van State

L. FREDERICQ
G. DOR assesseurs de la section de législation
bijzitters van de afdeling wetgeving

G. PIQUET, greffier adjoint, adjunct-griffier, greffier griffier

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de

M. SUETENS, président

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van

de H. SUETENS, voorzitter

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,